

Les subsides

ministre des Communications a lui-même déclaré dans son propre rapport annuel qu'il ne tenait pas à lutter pour ceux qu'il devrait représenter, c'est-à-dire la collectivité culturelle du Canada. Il est trop occupé à justifier les initiatives gouvernementales en vue de réduire le déficit, qui n'avaient certes pas été expliquées clairement aux Canadiens avant le 4 septembre.

Quand le premier ministre était le chef estimé de l'opposition, la collectivité culturelle lui avait demandé quelles initiatives son parti prendrait si un jour les conservateurs formaient le gouvernement, et nous avons eu droit à l'époque à des énoncés d'intention et de principe en matière de culture. Comme d'autres Canadiens, je croyais que le premier ministre respecterait ces principes. Je croyais que les principes voulaient toujours dire quelque chose en politique. Quand je songe aux principes qu'appuyait le parti conservateur avant le 4 septembre, je constate que son attitude a changé du tout au tout.

Par définition, tout comme notre rôle de ce côté-ci de la Chambre à titre de loyale opposition de Sa Majesté consiste à nous opposer au gouvernement, le rôle du ministre des Communications consiste à exprimer le point de vue de ceux qui relèvent de lui et à les défendre au cabinet. Vous avez vu la réaction du ministre à la Chambre, monsieur le Président, le jour où les représentants des groupes culturels d'un bout à l'autre du Canada sont venus exposer leur point de vue. Ils lui ont demandé, comme l'a fait le député de Saint-Denis (M. Prud'homme), s'il parlerait en faveur des groupes culturels. Mais le ministre a refusé de répondre. Cela ne m'étonne pas. Quand on examine les déclarations et les énoncés de principe du parti conservateur, il est bien évident que là comme ailleurs, ils ne valent pas le papier sur lequel ils sont écrits.

Les Tories parlent du rapport Applebaum-Hébert. Qu'en est-il de l'idée de commencer dès maintenant à consulter les groupes et les particuliers du secteur culturel sur tous les aspects de la politique à mettre au point? Le ministre des Finances (M. Wilson) a-t-il consulté la collectivité culturelle avant de pratiquer ses coupes sombres au nom de la survie même de la radio-diffusion d'État au Canada? Non, il a foncé carrément et de façon purement arbitraire. Non seulement a-t-il fait ses compressions majeures dans les arts, mais il a en outre déclaré que le milieu artistique était incapable de mettre de l'ordre dans sa maison et qu'il allait donc charger ses hommes de main de nettoyer des organismes comme Radio-Canada.

M. St. Germain: Ses hommes de main? Je ne me rappelle pas que le ministre ait employé ce terme. Il conviendrait de rectifier.

Mme Copps: Le parti progressiste conservateur du Canada avait confirmé l'indépendance de la collectivité artistique. Le député ne pense pas que le ministre ait parlé d'hommes de main. En effet. C'est mon expression.

M. St. Germain: Vous avez dit que c'était la sienne.

Mme Copps: Si j'ai parlé d'hommes de main, c'est parce que le parti conservateur s'était engagé à conserver au milieu artistique son indépendance. Or, dès que le ministre des Finances eut annoncé ses compressions, il a chargé sa propre équipe d'hommes de main d'aller faire maison nette à Radio-Canada. Cela contredisait carrément l'énoncé de principe des conservateurs selon lequel ils s'engageaient à relever la qualité et le nombre des emplois du secteur culturel, à respecter l'indépendance de la collectivité artistique, et dans lequel ils disaient vouloir accroître la valeur réelle des contributions fédérales à

ce secteur. Telle était la profession de foi du parti progressiste conservateur avant le 4 septembre.

• (1710)

Toutefois, il s'est produit quelque chose d'inusité entre les 4 et 5 septembre. On nous en a parlé aujourd'hui à la Chambre. D'après le ministre des Communications, des priorités économiques et ministérielles sont apparues alors. Au lieu de tenir la promesse qu'il avait faite de respecter l'indépendance de la collectivité artistique et d'assurer son épanouissement en augmentant ses crédits, le gouvernement a jugé plus important de réduire le déficit que de sauver notre culture canadienne. Ses ministres sont donc intervenus, sans consulter, sans tenir les débats que le premier ministre avait promis dans son petit recueil de promesses électorales. Le parti conservateur avait promis notamment de faire en sorte que les crédits accordés aux arts, aux organismes et conseils augmentent au rythme de l'inflation.

Nous avons entendu aujourd'hui le député de Charlevoix inviter de toutes ses forces les Canadiens à comprendre que les partis de l'opposition n'étaient pas les seuls à vouloir préserver la culture canadienne et favoriser son épanouissement, mais que c'était aussi le vœu du parti au pouvoir. Je le plains, moi qui siège en face de lui car hélas sa voix n'est pas entendue, surtout par son parti. Il est clair que le porte-parole de son cabinet n'est pas disposé à défendre ce groupe. Je suis persuadée que le député de Charlevoix doit se sentir un peu découragé, en ce sens que dans les promesses que son parti et lui-même ont faites, on a oublié de dire aux Canadiens avant le 4 septembre qu'on promettait au Conseil des Arts du Canada et aux artistes d'un bout à l'autre du pays que les crédits accordés suivraient le rythme de l'inflation et que le principe de la non ingérence directe serait maintenu, mais que sitôt élu, on reviendrait sur toutes les promesses faites aux collectivités artistiques et culturelles d'un bout à l'autre du pays. Le député doit être plutôt gêné de découvrir, à sa grande consternation, que les conservateurs ont réussi à revenir sur tous les principes qu'ils avaient épousés durant la campagne électorale.

Je suis heureuse que le ministre soit ici, car je veux lui parler en tant que Canadienne anglophone qui vit dans la région la plus peuplée du Canada et la plus près des États-Unis. J'ai bien peur des répercussions qu'auront ces compressions sur notre culture, surtout la culture des collectivités anglophones du Canada. Je ne suis pas certaine que le ministre comprenne bien le genre de pressions auxquelles notre identité canadienne est soumise chaque jour à la télévision et à la radio, dans les arts et dans la littérature, au théâtre et le reste de la part des États-Unis. En ce qui a trait à son rôle, qu'il semble percevoir comme celui d'un gestionnaire financier, je tiens à lui signaler que nous en avons déjà un, ou qui prétend l'être, à la Chambre des communes. Nous avons le ministre des Finances qui a fait appel à ses copains du secteur privé pour l'aider à mettre de l'ordre dans ses services. Nous avons besoin d'un lutteur, d'un défenseur des arts et de la culture au cabinet. Bien des gens d'un bout à l'autre du pays comptent sur le ministre pour être ce champion. Malheureusement, nous avons droit, au lieu de cela, à des exposés comme celui qui a été déposé au comité permanent des communications et de la culture de la Chambre des communes et dans lequel le ministre a signalé qu'il entendait tout d'abord élaborer un programme de dépenses tenant